



*Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise*

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Les Français et la politique d'immigration du gouvernement

Avril 2009

Etude réalisée pour : **Acteurs Publics**

Echantillons : Échantillon de **958** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

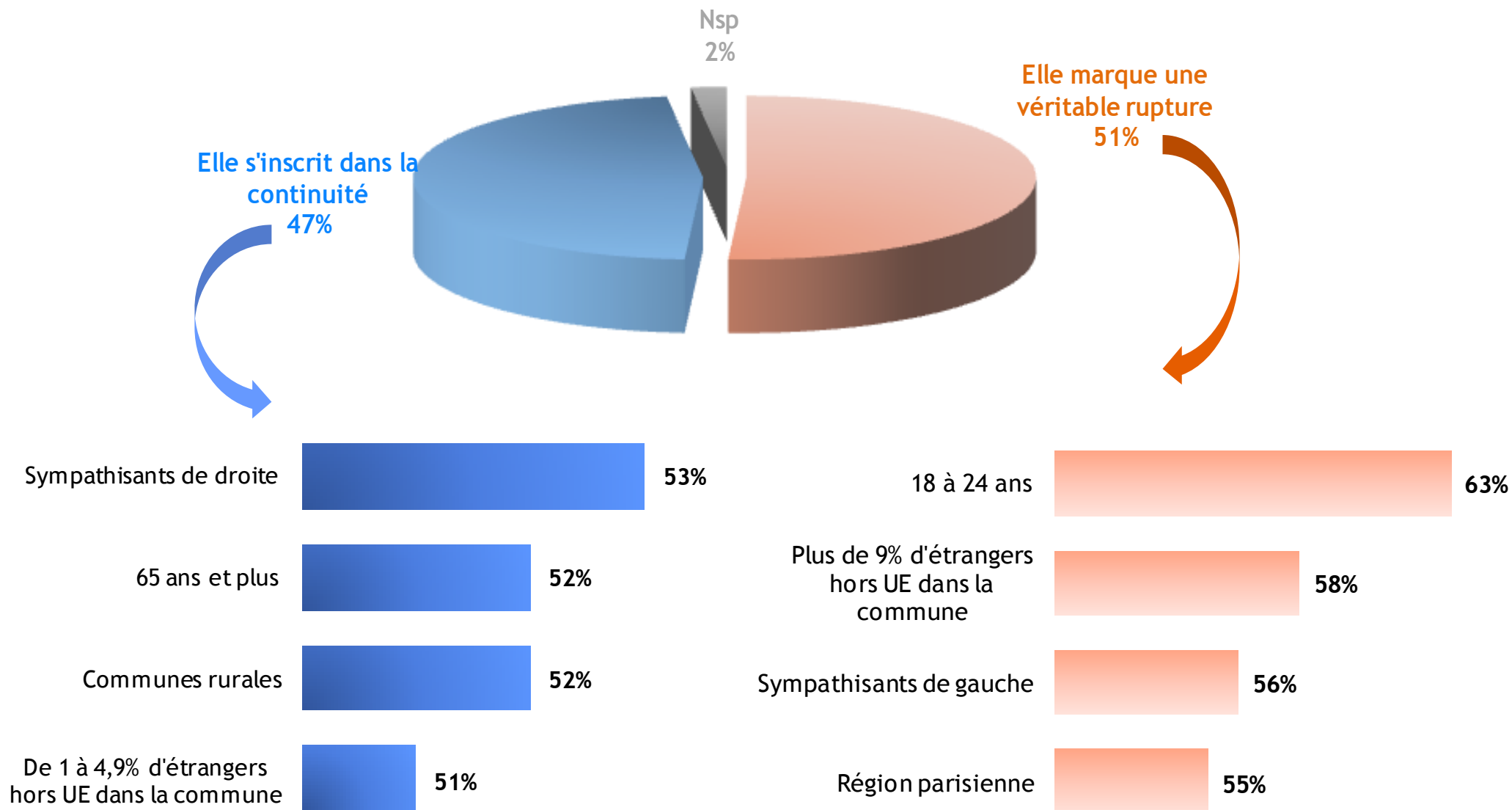
La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.

Dates de terrain : Du 9 au 10 avril 2009

Le jugement sur la politique d'immigration du gouvernement

Question : *D'après ce que vous en savez, la politique d'immigration mise en œuvre par le gouvernement s'inscrit-elle dans la continuité de celles des gouvernements précédents ou marque-t-elle une véritable rupture ?*

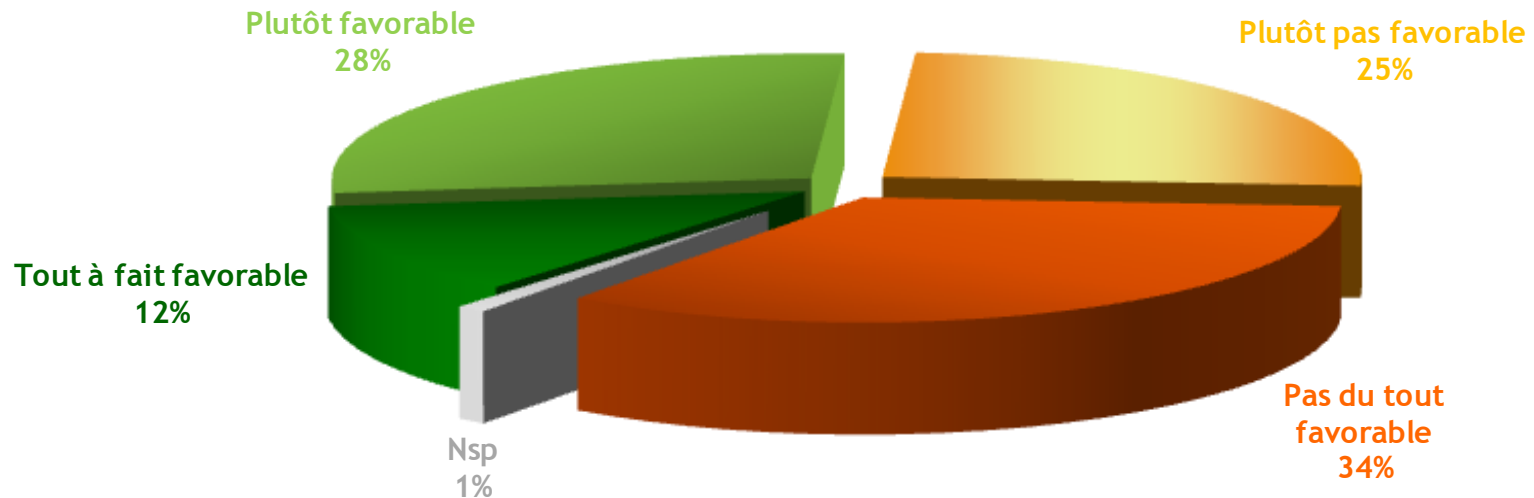


L'adhésion à l'instauration d'objectifs chiffrés en matière de reconduites aux frontières

Question : Pour lutter contre l'immigration clandestine, êtes-vous favorable ou défavorable à l'instauration d'objectifs chiffrés en matière de reconduites aux frontières ?

Total Favorable : 40%

Total Pas favorable : 59%



Sympathisants de droite **64%**

65 ans et plus **54%**

Ouvriers **48%**

De 1 à 4,9% d'étrangers hors UE dans la commune **46%**

Professions libérales, cadres supérieurs **80%**

Plus de 9% d'étrangers hors UE dans la commune **75%**

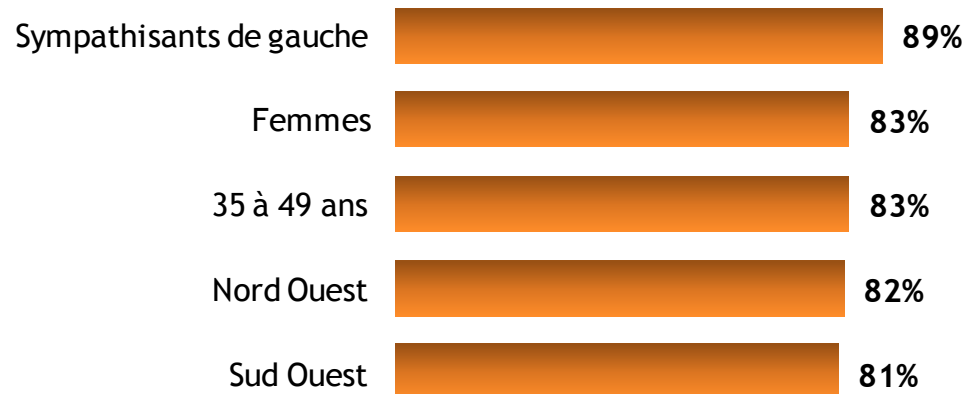
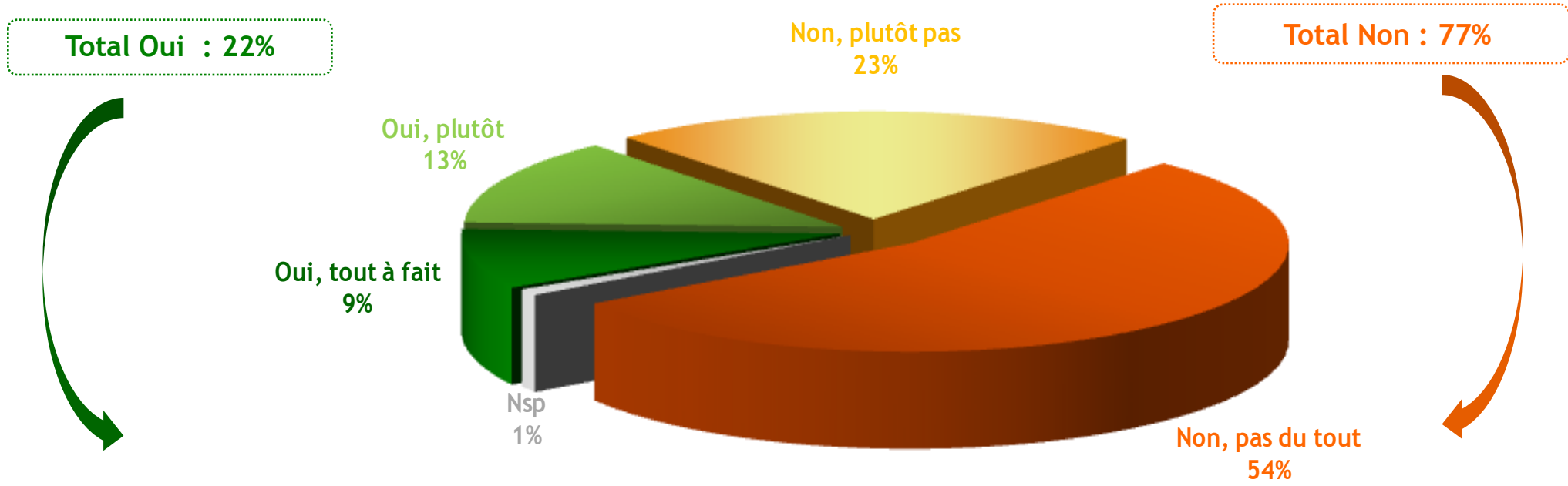
Sympathisants de gauche **75%**

Région parisienne **69%**

25 à 34 ans **68%**

La nécessité de sanctionner les Français venant en aide aux personnes entrées clandestinement en France

Question : Selon vous, faut-il sanctionner les Français qui viennent en aide aux personnes entrées clandestinement en France ?



L'enjeu de l'immigration apparaît à bien des égards paradoxal, s'agissant à la fois de sa captation dans le champ politique et de la manière dont cette question résonne au sein de l'opinion publique. En effet, l'enjeu de l'immigration n'émerge que très rarement comme sujet majeur de préoccupation des Français. Les enquêtes de l'Ifop ont ainsi montré que, crise économique aidant, cette question était devancée dans la hiérarchie des enjeux qui comptent dans l'opinion derrière l'emploi, le pouvoir d'achat, l'éducation ou la sécurité. Néanmoins, l'immigration, qui a originellement contribué à l'émergence du Front National dans les années 1983-1984, demeure un thème suscitant nombre de controverses entre la gauche et la droite voire à l'intérieur de ces deux familles politiques. La politique d'immigration des pouvoirs publics n'échappe pas à ce prisme polémique, d'autant plus qu'elle est aujourd'hui conduite par un Ministre transfuge du Parti Socialiste, Eric Besson.

C'est dans ce cadre qu'Acteurs Publics a demandé à l'Ifop de passer au crible de l'opinion publique cette thématique qui, on le verra, provoque de larges lignes de fracture au sein de la population.

Une opinion très partagée sur la rupture ou la continuité de la politique d'immigration

Invités en premier lieu à évaluer la politique gouvernementale d'immigration en termes de rupture ou de continuité avec celle menée par les équipes gouvernementales précédentes, les Français expriment des jugements très partagés. Une très courte majorité de personnes interrogées (51%) appréhende la politique du gouvernement à l'aune de la rupture sarkozienne alors que pour 47%, cette politique s'inscrit plutôt dans la continuité. L'opinion ne parvient donc pas à véritablement trancher, signe peut-être d'une difficulté à parfaitement évaluer l'action des pouvoirs publics en matière d'immigration. L'analyse des résultats par catégories sociodémographiques et familles politiques révèle toutefois deux clivages profonds. On observe d'une part une fracture générationnelle : 63% des personnes âgées de moins de 25 ans perçoivent la politique d'immigration en termes de rupture avec celle des gouvernements précédents alors que seuls 45% des interviewés âgés de plus de 65 ans partagent ce jugement. Se fait jour d'autre part un clivage partisan dans la mesure où 56% des sympathisants de gauche appréhendent cette politique migratoire sous l'angle de la rupture contre moins d'un proche de la droite ou de l'UMP sur deux (45%). Tout se passe comme si, à l'analyse de ces clivages, les soutiens traditionnels du gouvernement - personnes âgées, sympathisants de droite mais aussi habitants des communes rurales - en décryptant majoritairement la politique d'immigration en termes de continuité, n'osaient pas reprendre à leur compte le concept de rupture, cher au Président de la République, et qui avait scandé la campagne électorale de 2007. Le sentiment d'une continuité peut également être expliqué au regard de la politique d'immigration menée depuis 2002, notamment par... Nicolas Sarkozy, comme Ministre de l'Intérieur.

A l'inverse, il est frappant de constater que ce sont les segments les plus critiques à l'encontre de l'action des pouvoirs publics en matière d'immigration qui positionnent le plus cette dernière sur le terrain de la rupture.

On constate par ailleurs que la perception la plus forte de la politique d'immigration sous l'angle de la rupture émane des personnes interrogées vivant dans des communes au sein desquelles le taux d'étrangers hors Union européenne est supérieur à 9% (58% contre 47% pour ceux des communes comprenant de 1% à 4,9% d'étrangers).

Le rejet des objectifs chiffrés, l'hostilité à l'égard des sanctions à l'encontre des personnes venant en aide aux clandestins

Au-delà de cette fracture de l'opinion, les aspects de la politique gouvernementale visant à lutter contre l'immigration clandestine font l'objet de jugements nettement plus tranchés et largement défavorables.

Ainsi, une nette majorité de personnes interrogées (59%) se déclare opposée à l'instauration d'objectifs chiffrés en matière de reconduites à la frontières. Il est à noter que la part des plus réfractaires à cette mesure, récemment défendue par Eric Besson, atteint plus du tiers des interviewés. A l'inverse, cette mise en place d'objectifs chiffrés rencontre l'approbation de quatre personnes interrogées sur dix, même si à peine 12% se disent « tout à fait favorables » à son égard.

Dans le détail des réponses, on retrouve un « front du refus » face à la mise en place de ces objectifs, constitué des segments de la population traditionnellement opposés à la politique gouvernementale sur l'immigration, à savoir les jeunes (65% des moins de 35 ans apparaissent défavorables à cette mesure), les catégories socioprofessionnelles intermédiaires et supérieures (professions libérales et cadres supérieurs : 80% de rejet, professions intermédiaires 74%) et les sympathisants de gauche (75% voire 85% parmi les proches du Parti communiste). Relevons également l'opposition très nette exprimée par les interviewés (75%) vivant dans des communes au sein desquelles le taux d'étrangers hors Union européenne est supérieur à 9%.

A l'inverse, l'instauration d'objectifs chiffrés en matière de reconduites aux frontières rencontre le soutien d'une courte majorité de personnes âgées de plus de 65 ans (54%) et surtout de sympathisants de l'UMP (60%). Mais c'est au sein du Front national que cette mesure fait l'objet de la plus forte approbation (86%).

Enfin, cette question suscite des fractures en fonction de l'appartenance religieuse, sans doute du fait des conséquences humanitaires qui lui sont liées. Ainsi, approuvée par une courte majorité de catholiques pratiquants (51%), la mise en place d'objectifs chiffrés de reconduite aux frontières est défavorablement jugée par les catholiques non pratiquants (53%), personnes d'autres religions (67%) et individus se déclarant sans religion (74%).

Les perceptions des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête se tendent davantage lorsque l'on les interroge sur une dimension plus personnelle, voire relevant de la sphère privée, à savoir la nécessité de sanctionner les Français venant en aide aux personnes entrées clandestinement en France. Cette question, récemment placée sur l'agenda politico médiatique après la sortie du film *Welcome*, les réactions du Ministre en charge de l'immigration et les pétitions défendant l'aide aux clandestins est appréhendée de manière homogène dans l'opinion.

77% des interviewés se prononcent contre les sanctions à l'encontre de Français amenés à aider des personnes entrées clandestinement en France, une majorité (45%) se déclare même tout à fait opposée à ces sanctions. Seuls 22% des sondés les approuvent.

Compte tenu de ces résultats massifs, on ne trouve pas la moindre catégorie de population appelant majoritairement à la mise en place de sanctions, à l'exception notable des sympathisants du Front National (65%). Relevons à cet égard que les sympathisants du parti présidentiel se démarquent nettement en s'opposant au principe de sanctions (69%).

Le refus de voir des Français sanctionnés pour avoir aidés des personnes entrées clandestinement sur le territoire s'avère quasi unanime chez les sympathisants de gauche (89%).

Frédéric Dabi

Directeur du département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop.